

# À travers les frontières : la participation de Montréal au réseau d'échange inter-municipal sur les problèmes de logement dans les années 1930

Jean-Christophe Racette

Volume 48, Number 1, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1074686ar>

DOI: <https://doi.org/10.3138/uhr.48.1.003>

[See table of contents](#)

## Publisher(s)

University of Toronto Press

## ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

## Cite this article

Racette, J.-C. (2020). À travers les frontières : la participation de Montréal au réseau d'échange inter-municipal sur les problèmes de logement dans les années 1930. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 48(1), 22–42. <https://doi.org/10.3138/uhr.48.1.003>

## Article abstract

During the economic crisis of the 1930s, the quality of housing in Montreal decreased rapidly. In this context, the municipal government was pressed to address the question of sanitary housing and find solutions to improve the living conditions of its citizens. The Commission on Sanitary Housing was formed especially to study Montreal's slums and to propose plans for urban renewal. That commission started to research best practices in housing control in other North American and European cities. Through study trips, reviews of local newspaper columns, and discussion between city officials, Montreal became part of a broad network of knowledge and know-how exchange. In this decade, the competition between Montreal and its rivals was high and this fact affected the ongoing relations between cities and the way the municipal government saw and acted on the "slum problem."

# À travers les frontières : la participation de Montréal au réseau d'échange inter-municipal sur les problèmes de logement dans les années 1930<sup>1</sup>

Jean-Christophe Racette\*

Université du Québec à Montréal

**RÉSUMÉ :** Durant la crise des années 1930, la qualité des logements montréalais se dégrade rapidement. Le gouvernement municipal doit donc étudier la question de la salubrité des logements et tenter de trouver des solutions pour résoudre ce problème. La Commission du logement salubre est alors créée afin d'enquêter sur les taudis montréalais et de proposer des plans de rénovation urbaine. Cette commission se met à la recherche des meilleures pratiques internationales en matière d'intervention sur les logements. À travers des voyages d'études, la recension d'articles de journaux et des correspondances entre fonctionnaires, la Ville de Montréal s'intègre alors dans un vaste réseau d'échanges de connaissances et de savoir-faire. La compétition intermunicipale étant très forte, cet aspect des relations entre les villes prendra une importance capitale dans la façon dont Montréal abordera les problèmes liés aux taudis et dans la façon dont elle tentera de les résoudre.

**Mots-clés :** Logement, Taudis, Insalubrité, Chômage, Crise économique, Montréal, Gouvernance, Gouvernement municipal, Urbanisme, Développement urbain, Histoire transnationale, Histoire urbaine

**ABSTRACT:** During the economic crisis of the 1930s, the quality of housing in Montreal decreased rapidly. In this context, the municipal government was pressed to address the question of sanitary housing and find solutions to improve the living conditions of its citizens. The Commission on Sanitary Housing was formed especially to study Montreal's slums and to propose plans for urban renewal. That commission started to research best practices in housing control in other North American and European cities. Through study trips, reviews of local newspaper columns, and discussion between city officials, Montreal became part of a broad network of knowledge and know-how exchange. In this decade, the competition between Montreal and its rivals was high and this fact affected the ongoing relations between cities and the way the municipal government saw and acted on the "slum problem."

**Keywords:** Housing, Slums, Unemployment, Economic crisis, Montreal, Governance, Municipal state, Town planning, Urban development, Transnational history, Urban history

Au plus fort de la crise économique des années 1930, Montréal croule sous le poids des familles de chômeurs à soutenir. Les dépenses s'accroissent et les revenus diminuent drastiquement dans les coffres de la ville. Du côté des familles ouvrières privées d'emplois depuis de longs mois, les conditions de vie s'effritent et c'est en matière de

---

\* Université du Québec à Montréal, 405 Rue Sainte-Catherine Est, Montreal, QC H2L 2C4 ([racette.jean-christophe@courrier.uqam.ca](mailto:racette.jean-christophe@courrier.uqam.ca))

logement que se fait sentir le plus gravement la diminution des salaires. Alors que certaines doivent cohabiter, d'autres doivent se contenter de logements en piteux état ou aux dimensions largement insuffisantes pour le nombre d'habitants. C'est dans ce contexte que la Ville de Montréal voit l'urgence d'agir et met en place une Commission du logement salubre dont la mission est d'étudier et de proposer des solutions durables aux problèmes de logement, principalement causés par la pénurie qui voit passer le taux d'inoccupation de 6,98 % en 1933 à 0,81 % en 1941<sup>2</sup>. Pour comprendre la situation locative et établir des plans d'action réalistes, les membres de cette commission mobiliseront de nombreuses ressources. Parmi celles-ci se trouve une quantité impressionnante de documentation et d'échanges internationaux.

Dans cet article, j'entends montrer quelles formes prennent ces échanges intermunicipaux sur la question du logement. Je montrerai que le rôle des fonctionnaires de la Ville de Montréal dans la construction de ces relations est à la fois actif — dans l'organisation et la compilation d'informations statistiques et la recherche de propositions de projets de rénovation urbaine — et passif — alors que les journaux tentent d'influencer les décideurs par leur recension des cas d'insalubrité et le suivi des innovations internationales dans le domaine. Il n'est plus à démontrer que les problèmes urbains sont des phénomènes génériques et que les frontières nationales n'ont que peu d'impacts sur les échanges entre les acteurs municipaux<sup>3</sup>. Cet article vise à replacer Montréal au cœur de ces réseaux en présentant la façon dont les fonctionnaires et élus montréalais participent à leur construction. En étudiant à la fois la sollicitation de gouvernements municipaux étrangers et la recension et classification des articles de journaux par la Commission du logement salubre, j'exposerai ses méthodes de recherche et les influences externes auxquelles sont soumis ses membres. Ce faisant, cet article illustre les rouages internes d'une entité municipale aux objectifs bien définis, mais très vastes, et met en lumière l'étendue de la collaboration dans le domaine de l'insalubrité des logements.

Cet article s'inscrit dans le domaine de l'histoire urbaine transnationale puisqu'il nous paraît essentiel de replacer l'histoire de Montréal durant les années 1930 dans un contexte de développement international de méthodes de gestion urbaine. Comme le souligne Shane Ewen : « cities and towns have historically competed with one another, [...] but they have also increasingly cooperated through formal and less formal treaties, alliances and networks<sup>4</sup>. » J'avance que c'est précisément dans ce type de relations intermunicipales, valant entre compétition et collaboration, que s'inscrit Montréal durant la décennie 1930.

Ayant plus largement abordé le contexte de la crise économique et les questions entourant les conditions de vie des familles ouvrières et chômeuses<sup>5</sup>, l'historiographie québécoise n'a pas étudié très avant ces réseaux de partages de connaissances et de savoir-faire auxquels Montréal participe pourtant activement. En mettant en lumière leur vitalité et en suggérant que le développement urbanistique, technologique et scientifique de la métropole dépend en grande partie de ses relations avec les autres municipalités, j'entends combler partiellement cet espace laissé vacant dans le domaine. Ces réseaux d'échanges sur les questions de logement, Montréal les développe principalement avec des villes nord-américaines, mais aussi d'Europe de l'Ouest et du Nord. S'articulant autour de correspondances, de diffusion médiatique

des innovations étrangères ou encore de voyages d'études, ces réseaux, personnels et professionnels, jouent un rôle important dans la réflexion sur le développement urbain montréalais en matière de logement.

Avec le travail pionnier de Marjatta Hietala, qui place les bases sur lesquelles repose la recherche sur ces échanges entre les villes, l'étude des relations intermunicipales existe depuis les années 1980. Dans son ouvrage, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations*, elle montre que les innovations voyagent par différents canaux formés principalement par l'embauche d'experts étrangers, les contacts personnels, les journaux scientifiques et les congrès internationaux<sup>6</sup>. Un élément central de sa proposition, et de la nôtre, est l'importance de la compétition qui amène les villes à explorer les progrès effectués à l'extérieur de leur espace local et national. Elle propose que la « competition between cities at the national and international level can explain their policies so far as the development of services is concerned. A further hypothesis is that identification with some model city can advance the birth of services<sup>7</sup>. » En accord avec cette hypothèse, je montrerai que Montréal développe une relation compétitive avec certaines de ses rivales canadiennes, dont Toronto et Winnipeg, alors qu'elle souhaite utiliser les idées émanant de villes érigées en modèles, comme New York et Londres. Ainsi, ce qui forme l'intérêt principal de cette recherche est l'étude de ces réseaux et un désir de suivre, comme le suggèrent Pierre-Yves Saunier et Akira Iriye, « [the] people, ideas, products, processes, and patterns that operates over, across, through, beyond, above, under, or in-between polities and societies<sup>8</sup> ». Cette approche permet de montrer que le développement urbain ne se fait pas en vase clos et que de nombreuses influences extérieures y participent. L'important rôle joué par la compétition intermunicipale dans le développement des connaissances urbanistiques montréalaises met en lumière l'aspect performatif de la gestion municipale. Nous entendons par là que la ville doit se mettre en scène et que la gestion de son territoire et son organisation sont les principaux outils à sa disposition pour se distinguer de ses rivales<sup>9</sup>. Ainsi, identifier l'itinéraire et les moyens par lesquels transitent les idées d'une ville à l'autre éclaire à la fois les relations entretenues par Montréal avec ses villes rivales/collaboratrices et les compétences développées par les fonctionnaires municipaux durant les années 1930 en matière de gestion de l'insalubrité urbaine.

Pour analyser les enjeux touchant la diffusion des innovations et la place que prend Montréal dans ces échanges, nous observerons les méthodes et objectifs de la recherche d'informations théoriques et statistiques sur les logements insalubres. Les sources sollicitées dans cet article proviennent principalement du Fonds de la Commission du logement salubre, conservé aux Archives de Montréal. Ce fonds offre divers documents sur les questions relatives à la salubrité des logements, à Montréal et ailleurs, des correspondances entre les membres de cette commission et divers experts, de même que des articles de journaux soigneusement conservés par le secrétaire Gérald Robert entre 1938 et 1940. Au niveau des sources journalistiques, seuls ces documents seront utilisés dans cet article. Ce choix s'explique par l'ambition de cette recherche d'établir les influences et la sensibilité des membres de cette commission. Ainsi, par l'étude de cette recension quotidienne d'articles du secrétaire Robert, je serai plus à même d'illustrer les sujets et propositions qui

influèrent sur les plans proposés et l'analyse de ceux-ci. L'objectif de cet article étant de mettre en lumière le développement des compétences municipales en gestion de l'insalubrité à travers les relations intermunicipales, le rôle des journaux et des groupes sociaux demeure périphérique. En ce sens, les journaux et les rapports produits par des acteurs civils seront utilisés pour illustrer leur influence sur les membres de la Commission et, ainsi, sur la vision municipale du problème posé par les taudis. J'utiliserai également les procès-verbaux de la Commission conservés dans le Fonds du Service de santé de la Ville de Montréal. Je propose que la couverture médiatique des innovations en la matière, les experts étrangers et les correspondances entre fonctionnaires municipaux participent à construire les connaissances montréalaises sur la question des taudis. Je montrerai ensuite comment les plans d'action proposés à la Commission du logement salubre s'inscrivent dans un contexte de compétition internationale et de développement de tendances urbanistiques mondiales et nous exposerons les sources d'inspiration influençant la réalisation de ces plans.

## État des lieux et recherche des meilleures pratiques

Les préoccupations à l'égard de la qualité des logements montréalais ne datent pas des années 1930. Depuis le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la Ville de Montréal s'intéresse à la salubrité du parc locatif et le Service de santé municipal compile depuis 1920, sur des formulaires nommés casiers sanitaires, des données sur l'état des habitations afin de mieux comprendre la nature du problème et ses conséquences<sup>10</sup>. La Ville espérait pousser les propriétaires de logements jugés insalubres à rénover leurs demeures et ainsi, améliorer les conditions d'habitation de la classe ouvrière. Si plusieurs quartiers étaient considérés comme insalubres ou malpropres aux yeux des élites municipales, d'autres étaient davantage à la limite entre insalubrité et salubrité. L'administration montréalaise craignait de les voir devenir des zones insalubres ingérables et de laisser le parc immobilier se dégrader à vive allure. La Ville entreprend donc un travail de recension afin d'améliorer ses connaissances en matière d'insalubrité des logements et d'identifier les meilleures pratiques dans le domaine<sup>11</sup>.

Créée sous résolution du Conseil municipal le 14 mai 1934, la Commission du logement salubre a pour mandat d'étudier et de créer des plans afin de lutter contre la prolifération des taudis et de remplacer les logements considérés vétustes. Cette commission est dotée d'un pouvoir de recommandation au Comité exécutif de la Ville de Montréal<sup>12</sup>. Ses objectifs, tels que posés par le Bill privé n° 100, article 117, sont :

- a) d'étudier les problèmes affectant les maisons d'habitations dans la Cité de Montréal, la démolition des maisons d'habitations et logements insalubres, désuets ou dépourvus de valeur économique et leur remplacement par des constructions modernes; b) de mettre à exécution, en vue de remédier au chômage et d'abolir les allocations de secours, tout projet relatif aux maisons d'habitations, à la démolition des logements insalubres, à la construction d'habitations salubres et modernes<sup>13</sup>.

Elle peut également recommander des terrains ou des immeubles à acquérir par transaction ou expropriation. La Commission, composée à la fois d'échevins et de

citoyens, peut rédiger des règlements qui, une fois approuvés par le Conseil municipal après rapport au Comité exécutif, deviendront loi<sup>14</sup>. La Commission est dotée d'un budget de démarrage de 5 000 \$ pouvant servir à payer un salaire à son personnel. La Ville accorde également une capacité d'emprunt ne dépassant pas 3 millions de dollars sous réserve d'approbation par le Conseil municipal<sup>15</sup>. Cette description sommaire permet de comprendre le rôle de cette nouvelle instance dans les rouages de l'administration municipale. Si elle profite d'une certaine autonomie dans la gestion quotidienne, elle reste cependant soumise aux décisions du Conseil en ce qui a trait aux dépenses majeures qu'elle devra effectuer pour mener à bien son mandat.

Pour atteindre ses objectifs ambitieux, la Commission entame une recension des différents modes de gestion de la salubrité des habitations, tels qu'appliqués dans d'autres grands centres urbains d'Amérique du Nord et d'Europe. Durant ses premières années d'activités, elle étudie divers projets, sur lesquels nous reviendrons. C'est en 1938 que commencent à prendre une place prépondérante les statistiques, les innovations et les plans d'action provenant de villes étrangères dans ses études. Ce désir, et cette capacité à échanger des informations sur l'intervention en matière de salubrité des logements concordent avec l'entrée en fonction de Gérald Robert, notaire et secrétaire de la Commission du logement salubre entre 1938 et 1940. Si la Commission avait toujours eu une sensibilité pour les actions internationales en matière de logements, elle demeurait toutefois passive dans la recherche, identifiant ici et là des informations utiles ou obtenant des rapports produits par des entités externes. L'année 1938 marque un tournant dans la capacité de la Commission de solliciter directement des gouvernements étrangers et de recenser avec assiduité les articles quotidiens paraissant dans la presse<sup>16</sup>.

Cette minutieuse revue de presse nous permet deux découvertes importantes. D'abord, le temps et l'attention investis par le secrétaire Robert<sup>17</sup> dans la sélection quotidienne d'articles de presse. Ensuite, la grande variété de publications, tant francophones qu'anglophones, qui montre que la Commission accordait une importance majeure aux informations en circulation concernant les taudis, tant à Montréal qu'à l'international. Cet intérêt marqué laisse penser que les membres de la Commission tenaient à rester à l'affût des changements dans l'opinion publique et souhaitaient connaître les innovations contemporaines en matière d'intervention sur l'habitation, afin d'actualiser leurs plans d'action. Une grande place est ainsi laissée aux nouvelles internationales dans la sélection effectuée par Gérald Robert<sup>18</sup>. Ne se contentant guère des informations locales, voire canadiennes, il prend bien soin de consigner les nouvelles concernant des actions liées à la salubrité des logements partout dans le monde, avec une attention particulière portée à l'Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Pour la presse généraliste, référer directement aux actions mises en exergue par d'autres villes afin de se comparer, de s'inspirer ou encore de mettre en exergue des lacunes dans la gestion montréalaise par rapport à des villes avec lesquelles elle se trouve en compétition devient alors un procédé qui sera utilisé tout au long de la décennie 1930.

Certains de ces articles portent sur de grands plans proposés parfois par les journalistes, mais surtout par des spécialistes, lors de visites dans la métropole. Ainsi, lorsque l'architecte et urbaniste français Eugène Beaudouin s'arrête à Montréal dans le cadre d'une série de deux conférences proposant des solutions aux divers

problèmes urbanistiques de la ville, les journaux en font une couverture complète<sup>19</sup>. Ces deux conférences présentent la situation de Montréal en proposant que trois enjeux minent la ville : les problèmes de circulation routière, la présence d'îlots insalubres et le manque d'espaces libres<sup>20</sup>. Gabriel Rioux résume bien dans sa thèse de doctorat portant sur le (re)développement de l'urbanisme à Montréal de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le plan de Beaudouin : il s'agit de remettre au centre de la planification urbaine montréalaise la recherche d'un équilibre entre espaces libres et espaces construits<sup>21</sup>.

Beaudouin participe à la construction montréalaise du concept de taudis et de quartier en détérioration en mettant en avant le facteur du manque d'espaces libres. Cette remarque avait déjà été formulée par la Commission du logement salubre depuis quelques années<sup>22</sup>, mais n'avait été accompagnée d'aucun plan de reconstruction. On peut cependant constater que le sujet attire toujours son attention puisque le secrétaire Gerald Robert demande et obtient une copie des conférences présentées par Eugène Beaudouin, qu'il s'empresse de faire parvenir à Omer Côté, président de la Commission en 1938<sup>23</sup>. Même si le constat était déjà fait, les conférences de l'urbaniste français attirent les journalistes qui ne se gênent guère de commenter la situation montréalaise telle que présentée, négativement, par cet expert étranger<sup>24</sup>.

Les journaux ont d'ailleurs une propension à critiquer Montréal pour ses défauts, principalement lorsque les reproches sont formulés par des personnalités de renommée internationale. Pour mettre en exergue les difficultés locales et faire ressortir le succès des villes avec lesquelles elle rivalise, les journalistes utilisent alors fréquemment le thème de la honte dans leurs descriptions de Montréal. En effet, souhaitant que la ville se présente sous ses plus beaux atours, surtout en raison des célébrations du tricentenaire de la fondation de Montréal qui approchent en 1942 les journaux de la métropole reviennent fréquemment à la charge sur ce qu'ils jugent honteux. Harold Bérubé a déjà démontré que l'apparence de la ville était, pour le directeur des festivités, Léon Trépanier, « indigne du prestige dont il souhaite draper la ville à l'occasion du tricentenaire<sup>25</sup> ». Sur le plan locatif, la honte est illustrée par les déménagements qui se succèdent pour les ménages dont les revenus diminuent rapidement et les logements qui sont, chaque fois, plus petits ou plus détériorés que le précédent<sup>26</sup>. Dans son édition du 1<sup>er</sup> avril 1939, *La Presse* rappelle qu'à moins d'un mois de la date traditionnelle des déménagements, plusieurs chômeurs peinent à se trouver un logis en raison du manque de logements abordables disponibles<sup>27</sup>. L'auteur tente d'en appeler à la fierté des dirigeants en soulignant que « ce n'est pas un honneur pour la métropole du Canada de voir des familles se loger dans des magasins ou des taudis inhabitables<sup>28</sup> ».

Certains articles semblent toucher particulièrement les membres de la Commission du logement salubre, principalement son secrétaire qui ne tarde pas à amasser une foule de documents sur le sujet : ceux traitant des avancées des villes canadiennes et internationales sur la question du logement. Que les progrès extérieurs soient utilisés par les journaux pour discréditer le travail de la Ville ou simplement pour transmettre aux lecteurs les découvertes et tentatives de solutions aux problèmes de logement, chacun est conservé dans les archives de la Commission. Les innovations internationales dans le domaine du logement intéressent au plus haut point les médias et les élus montréalais. Cette recherche d'innovations, ou à tout le moins

d'inspirations, par les membres de la Commission, trouve sa source dans l'esprit de compétition entre les villes, tant canadiennes qu'internationales.

Il n'est pas étonnant d'identifier un esprit de compétition intermunicipale durant les années 1930, la période de l'entre-deux-guerres étant charnière en ce qui a trait au rôle de Montréal dans l'économie canadienne. Son titre de métropole du Canada est alors remis en question par l'émergence de métropoles régionales telles que Winnipeg et Vancouver, mais surtout par la progression fulgurante de Toronto<sup>29</sup>. Cette dernière double Montréal au niveau des transactions boursières au courant de la décennie, ce qui officialise un écart entre les deux villes qui ne cessera de s'accroître dans les années suivantes<sup>30</sup>. Les journaux de l'époque n'hésitent pas à utiliser cette rivalité grandissante afin de mettre en lumière certains choix effectués par Montréal dans la gestion des problèmes de logement. Dans un article du *Devoir* au titre évocateur : « Toronto s'alarme, mais Montréal dort », Louis Dupire, tente d'illustrer la lucidité des autorités torontoises par rapport aux montréalaises<sup>31</sup>. Il souligne la triste situation de la petite propriété à Montréal en rappelant que le nombre de propriétaires par rapport aux locataires y est bien plus faible qu'à Toronto, mais que les dirigeants de la ville-reine ressentent malgré tout le besoin d'agir afin de régler ce problème.

L'intérêt historique posé par ces articles va bien au-delà des informations qu'ils contiennent, souvent de simples statistiques ou critiques éditoriales. Ce qui rend ces écrits essentiels est l'illustration qu'ils offrent de la formation des idées concernant le logement à Montréal. Pour Marjatta Hietala, nous l'avons vu, il est clair que la compétition entre les villes, tant au niveau national qu'international, stimule la création, la diffusion et le développement des services publics<sup>32</sup>. Selon elle, comprendre les processus de partage, d'imitation et d'influence entre les villes permet de mettre en lumière les motifs derrière les prises de décisions officielles<sup>33</sup>. Ainsi, étaler au grand jour dans les journaux les progrès d'autres municipalités devient un moyen de montrer les lacunes de l'administration montréalaise et de cibler des objectifs précis en présentant les innovations urbaines ailleurs au pays et dans le monde. L'assiduité du secrétaire Robert illustre bien l'importance donnée à cette compétition, qui incite les villes à mettre en avant leurs réussites et à diffuser ces succès auprès des municipalités avec lesquelles elles entretiennent une saine rivalité<sup>34</sup>. Par la présentation quotidienne des développements étrangers dans le domaine du logement, les journaux montréalais participent pleinement à cette diffusion des innovations.

Pour Montréal, les principales sources d'inspiration ou de compétition sont, sans surprise, les voisins continentaux New York et Toronto, ainsi que plusieurs villes de Grande-Bretagne. Dans leur couverture des interventions en matière de salubrité, les médias abordent les enjeux de deux façons : l'invitation à éviter les erreurs commises dans d'autres villes et les encouragements à imiter certaines actions entreprises. Cependant, peu importe l'angle utilisé, il s'agit d'une occasion de critiquer l'évolution du dossier à Montréal. En avril 1938, par exemple, le journal *Le Devoir* invite les autorités municipales à éviter de tomber dans le piège de construire des « *block apartments* », véritables « termitières humaines, qui déplaisent aux Anglais eux-mêmes<sup>35</sup> ». Cet avertissement est accompagné de descriptions des tristes conditions de vie dans ces logements<sup>36</sup>. Selon Richard Dennis, les principales critiques de ce modèle de construction d'habitations pour les masses étaient principalement



morales et hygiéniques. Le manque d'intimité causé par le nombre d'espaces communs et la promiscuité imposée par l'étroitesse des logements disponibles étaient alors décriés par les experts en hygiène publique<sup>37</sup>. On relate également la visite de Sir Raymond Unwin, célèbre expert urbaniste anglais, qui critique abondamment le mode de construction de logements pour la classe ouvrière en Amérique du Nord<sup>38</sup>.

L'administration montréalaise, tout comme les acteurs civils, porte donc une attention particulière aux expériences étrangères. La recherche internationale sur les questions d'urbanisme, de logement et d'aménagement permet aux élites politiques et économiques municipales de développer un discours s'ancrant directement dans les grandes tendances mondiales et d'aspirer à faire de Montréal une ville moderne dans ces domaines. C'est ainsi que la Ligue du progrès civique et le *Board of Trade*, dans un comité paritaire visant à produire une enquête sur le logement et la suppression des taudis, sollicitent la participation d'une multitude d'experts internationaux à la fine pointe de la recherche et de l'innovation : Sir Raymond Unwin, ancien haut fonctionnaire spécialiste du logement et de l'urbanisme au ministère de la Santé britannique ; le Dr Ernst Kahn, représentant de la Ville de Frankfort et administrateur de Frankfort Housing en Allemagne ; Ernest J. Bohn de Cleveland en Ohio, président de la National Association of Housing Officials of America<sup>39</sup>. Ces trois experts sont chaleureusement remerciés par le Comité pour leur déplacement à Montréal dans le cadre de cette enquête civile. Cette recherche de conseils externes s'ajoute à l'expertise de ce comité où siègent déjà des personnalités considérées comme des sommités dans leurs domaines respectifs, que l'on pense au professeur de l'Université McGill Grant Fleming, professeur de santé publique et de médecine préventive, ou à Percy Nobbs, architecte-urbaniste de renommée mondiale<sup>40</sup>. Cette participation d'acteurs extérieurs à la critique et la proposition d'innovations n'est pas unique à Montréal. À Toronto, les journaux participent à la diffusion des projets étudiés par la ville en promouvant, par exemple, l'exposition publique du *Master Plan*, un plan d'urbanisme proposé à la ville de Toronto en 1942<sup>41</sup>. Dans la même ville, la commission d'urbanisme identifie rapidement, au milieu des années 1940, les principaux problèmes à résoudre et ceux-ci concordent parfaitement avec les critiques émises depuis les années 1930<sup>42</sup>. À Halifax, c'est dès le début du XX<sup>e</sup> siècle que le Board of Trade et la Civic Improvement League forment des comités consacrés exclusivement à l'aménagement du territoire de la ville<sup>43</sup>.

Les revues spécialisées ne sont pas en reste lorsqu'il est question de couvrir les avancées techniques et les innovations. La diffusion de ces progrès est l'objectif principal de la *Revue municipale du Canada*, une publication mensuelle destinée à un public de fonctionnaires municipaux de langue française. La *Revue* propose ainsi à ses lecteurs une couverture complète de l'actualité municipale et offre une gamme de services pour les administrations locales qui incluent la consultation pour obtenir « des renseignements et le fruit de l'expérience municipale<sup>44</sup>. » Selon Gabriel Rioux, le comité éditorial de la revue offre son « soutien indéfectible à la cause de l'urbanisme et du logement » et milite « ardemment au côté des experts montréalais » faisant ainsi écho « à toutes les revendications du milieu : de la réforme municipale en passant par la politique du logement et l'adoption d'une législation d'urbanisme<sup>45</sup> ». En plus d'un article mensuel du Dr Joseph-Albert Baudouin sur les questions d'hygiène publique, la

revue expose les problèmes de logements partout au pays et offre des comptes rendus de conférences présentées dans différentes villes<sup>46</sup>. Ce type de publication spécialisée participe largement à la circulation des idées dans les sphères administratives. Pour Pierre-Yves Saunier, ces revues, tout comme les livres, les articles de journaux et les brochures informatives sont à la fois les manifestations, les supports et les causes des connexions municipales<sup>47</sup>. Celles-ci permettent aux dirigeants montréalais de développer une nouvelle vision de la question du logement et de l'hygiène basée sur des expériences dépassant largement les limites de la municipalité et d'adapter à la réalité montréalaise des techniques ayant fait leurs preuves ailleurs.

La sensibilité des membres de la Commission du logement salubre à l'expertise internationale est également perceptible dans diverses interventions notées dans ses procès-verbaux. Cette importance donnée aux expériences d'outre-mer s'ajoute à celle accordée aux analyses et voyages d'études menées par des fonctionnaires municipaux. Cette attention est bien illustrée par l'obtention, par le secrétaire Robert, d'un volume traitant de la question des taudis au Royaume-Uni incluant une liste des règlements et lois s'y attaquant<sup>48</sup>. Ce document, prêté par Armand Dupuis, ancien membre de la Commission, avait été obtenu lors d'un voyage d'études mené à Londres quatre ans plus tôt pour la Ville de Montréal. En 1934, Armand Dupuis rendait compte à la Commission de ses découvertes : un plan de revitalisation des quartiers vétustes passant par l'achat de terrains, la démolition et la reconstruction de logements avec des prix assez bas<sup>49</sup>. Nous verrons que ces solutions seront au cœur du plan adopté par la Commission pour éliminer puis rénover les quartiers abritant des logements insalubres. Dupuis affirmait également sa volonté de retenir les services de Jacques Gréber, célèbre urbaniste français, dans le but de concevoir un plan d'aménagement de la ville, témoignant ainsi de la bonne connaissance, par les membres de la Commission des personnalités internationales faisant autorité dans ce domaine<sup>50</sup>. Ce plan était alors considéré comme un préalable incontournable à la reconstruction des logements vétustes. Ces références à l'expérience extérieure sont essentielles à la production locale de nouvelles connaissances et de savoir-faire et permettent à la Commission de formuler des hypothèses et de faire des comparaisons avec d'autres villes. Celles-ci facilitent la conception de plans d'action efficaces et originaux en matière d'aménagement qui pourraient ensuite être imités et adaptés ailleurs dans le monde, promouvant, du même coup la modernité et les compétences montréalaises<sup>51</sup>.

L'apport international se remarque aussi dans la qualification et la formation professionnelle des employés municipaux. Depuis le début des années 1920, le Service de santé de la Ville de Montréal recensait différentes données sur la salubrité des quartiers et rassemblait ces informations par pâtés de maisons afin de dresser un portrait global de l'état des habitations montréalaises<sup>52</sup>. Ces informations récoltées par des inspecteurs permettent aux autorités municipales de mieux intervenir et, surtout, de mieux définir la notion de taudis afin de délimiter de plus en plus clairement la salubrité et l'insalubrité. Pour parvenir à tracer cette mince ligne, la Division de la salubrité profite pleinement de la professionnalisation des ingénieurs sanitaires qui, formés dans les grandes écoles d'hygiène publique américaines, amènent avec eux crédibilité et bonnes pratiques. La gestion des défis posés par le développement rapide de la ville la mène, durant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, à embaucher de plus en plus d'ingénieurs qualifiés<sup>53</sup>. Le principal

point d'entrée de ces nouveaux employés est la Division de la salubrité alors dirigée par Aimé Cousineau, lui-même dépourvu de formation en génie sanitaire<sup>54</sup>. Cette lacune dans la formation du directeur de la Division est comblée par une formation suivie aux États-Unis grâce à une bourse octroyée par la Ville<sup>55</sup>.

Ce système de bourses décernées aux ingénieurs, et à d'autres professionnels, pour parfaire leur formation à l'étranger, bien souvent aux États-Unis, devient rapidement la norme au Service de santé de la Ville. L'étude menée par Robert Gagnon et Natasha Zwarich montre que presque tous les finissants ayant fait carrière comme ingénieur sanitaire ont dû obtenir un diplôme supplémentaire dans une grande école américaine<sup>56</sup>. Le Massachusetts Institute of Technologies, l'Université John-Hopkins, l'Université Columbia et l'École d'hygiène publique de l'Université Harvard sont alors les endroits privilégiés pour la spécialisation du personnel. Les rapports annuels du Service de Santé montrent que des bourses continuent d'être octroyées tout au long des années 1930, malgré la crise économique, au rythme d'une ou deux par année<sup>57</sup>. Non seulement ces séjours à l'étranger visent-ils à développer des compétences plus précises et utiles pour le travail exigé au Service de santé, mais ils sont aussi des moments propices pour tisser des liens avec des spécialistes internationaux et pour participer à différentes formes d'échanges techniques et scientifiques. De retour à Montréal, ces employés municipaux peuvent mieux participer à l'intégration de la ville dans les réseaux de partage de savoir-faire et de connaissances.

Il serait cependant incorrect de présenter la Commission du logement salubre comme une entité passive n'étudiant que ce qui est rapporté dans les journaux et attendant les conclusions d'experts municipaux ou étrangers. Il est évident que l'apport de l'expertise étrangère à la réflexion montréalaise sur les taudis n'est pas que relayé par les journaux puisque les élus et fonctionnaires municipaux prennent souvent les devants dans l'exploration et l'importation d'innovations théoriques, statistiques, techniques et scientifiques. En effet, pour parvenir à comprendre les enjeux touchant les taudis et l'urbanisme dans les grandes villes occidentales, les membres de la Commission utilisent des informations publiées dans divers documents officiels produits ailleurs. Le secrétaire Gérald Robert se montre particulièrement actif et efficace dans sa recherche de documentation internationale. Dès son embauche, celui-ci s'attelle à la lourde tâche d'obtenir un maximum de données concernant les taudis et autres formes de logements vétustes. Presque toutes les grandes villes du Canada, d'Europe et de la côte est américaine sont contactées dans le but d'en apprendre davantage sur leurs méthodes d'intervention en matière de logement<sup>58</sup>. Profitant des réponses positives, la Commission reçoit rapidement de nombreuses sources de documentation. Les données ainsi cumulées incluent des statistiques sur le logement<sup>59</sup>, des plans de revitalisation<sup>60</sup>, des rapports gouvernementaux<sup>61</sup>, des livres d'urbanismes, etc. Cette recherche et l'obtention de documents exposent la forte sensibilité des membres de la Commission à la question de la diffusion des connaissances urbanistiques. Elle illustre également l'importance des réseaux d'échanges entre fonctionnaires dans la construction transnationale de techniques de gestion de la salubrité des quartiers. Le discours de l'administration montréalaise sur la question prend sa source dans ces échanges de données et d'expertises et s'inscrit dans un réseau mondial d'interconnexions techniques et professionnelles<sup>62</sup>.

L'implication dans des associations et la participation à des congrès internationaux permettent également aux élus et aux fonctionnaires de développer l'expertise municipale en matière de salubrité des milieux de vie. La plupart des problèmes urbains étant partagés par l'ensemble des villes, les congrès discutant de ceux-ci, que ce soit en matière de la salubrité des logements, de l'hygiène publique ou de l'aménagement de l'espace, sont fréquents tout au long de la décennie, malgré la crise économique. Ces rencontres internationales sont des occasions idéales d'inspiration, d'imitation et de découverte de succès étrangers, ainsi que de démonstration, de promotion et de publicisation de l'expertise locale. Les dirigeants montréalais participent donc activement à ces rendez-vous qui ont historiquement toujours servi de lieu de partages de savoirs<sup>63</sup>. Pour Gabriel Rioux, cette circulation des idées est intrinsèque à l'évolution de l'urbanisme<sup>64</sup>. Il suggère que, dans l'étude des questions urbanistiques, l'échelle transnationale s'impose puisqu'elle rend visibles les modes de connexions et d'échanges entre les individus, les institutions et les gouvernements<sup>65</sup>.

C'est donc avec l'objectif de développer de nouvelles idées et de les adapter à la situation montréalaise que certains fonctionnaires parcourent le Canada et la côte est américaine afin de participer à ces rencontres. L'une des associations fréquentées par les experts en hygiène et salubrité de la Ville est l'American Public Health Association. Publiant une revue mensuelle — *Journal of the American Public Health Association* —, cette organisation se veut un centre d'échange et de partage des avancées et des découvertes dans le domaine de la santé publique<sup>66</sup>. La ville de Montréal se trouve au centre de certaines études publiées par ce journal, mais rédigées par des spécialistes étrangers, offrant ainsi un regard extérieur sur la situation de l'hygiène et du logement à Montréal<sup>67</sup>. Les professionnels montréalais participent à la revue, en publiant parfois des articles, ainsi qu'aux congrès annuels de cette association qui couvre l'ensemble de l'Amérique du Nord et Cuba<sup>68</sup>. C'est précisément cette construction et la participation à ces réseaux d'interconnaissances et d'intertextualité qui donnent à ces communautés scientifiques et professionnelles leur importance en termes de ressources intellectuelles<sup>69</sup>.

Le début des années 1930 marque d'ailleurs l'occasion pour Montréal d'être l'hôte de la réunion annuelle de l'association, pour une rare édition tenue à l'extérieur des États-Unis. Parmi la multitude de sujets présentés, une séance complète est réservée aux questions relatives au génie sanitaire. On discute entre autres de la situation du logement et de l'urbanisme au Canada, avec F.A. Dallyn, ingénieur à la Ville de Toronto, ainsi que du logement moderne et de son rapport à la salubrité, avec J.H. Fink, du Housing Committee de Brooklyn, New York<sup>70</sup>. Montréal prend donc sa place, et choisit de tenir un rôle actif dans l'organisation et la diffusion internationale des avancées liées aux questions d'hygiène et de salubrité. Ces échanges transnationaux lui permettent de mieux identifier et d'articuler plus clairement les problèmes posés par certaines situations ayant lieu sur son territoire.

## Les implications internationales des projets de solution à la crise du logement

Il apparaît clairement que la Commission du logement salubre, dans sa recherche de données et de savoir-faire, s'intègre dans diverses formes d'échanges et de réseaux de partage de connaissances. Une fois ces données et pratiques étrangères

recensées, la Commission devait planifier son intervention. En ce sens, en 1934, elle porte son attention sur des projets visant à résoudre les problèmes de salubrité des logements montréalais. Ces plans d'action, bien qu'indéniablement centrés sur la réalité locale, comportent bon nombre d'éléments démontrant l'apport des connaissances internationales. Les rivalités intermunicipales sont aussi bien présentes dans leur élaboration. Les plans étrangers sont sollicités dans trois buts distincts : (1) la comparaison avec d'autres projets couronnés de succès, (2) la mise en avant des avantages que tirerait Montréal de leur mise en place vis-à-vis ses concurrentes et (3) la mise en valeur des similarités.

Cette dernière façon d'utiliser les informations internationales est celle qui prévaut lorsque la Commission diffuse un sondage à l'ensemble des propriétaires de logements vétustes afin de valider leur volonté de participer aux projets de rénovation urbaine dans l'optique d'en évaluer le coût. Le plan suggéré dans le cadre du *Référendum en faveur du logement salubre* est semblable aux plans de sortie de crise, économique et locative, mis en place aux États-Unis et en Angleterre. D'entrée de jeu, on y affirme que la « construction de logements est le meilleur moyen de donner de l'ouvrage à tous les corps de métiers et de mettre fin à la crise<sup>71</sup> ». Arguant que les États-Unis et l'Angleterre ont déjà appliqué avec succès ce « remède », la Commission souligne que depuis dix-huit mois, Montréal réfléchit également à cette solution. Loin d'être anecdotique, cette information est mise en avant dès les premières lignes de la brochure distribuée qui ne comporte en tout que quatre pages.

Ce désir de nommer explicitement l'emprunt international dans des communications destinées au public est partie prenante du phénomène d'imitation et d'adaptation, tel que présenté par Wade Jacoby : la référence aux mesures et politiques étrangères, l'identification du cadre légal encadrant le projet, l'imitation/adaptation en tout ou en partie. Ce dialogue entre l'international et le local est également mis en avant par Andrew Brown-May. Celui-ci avance que ces tensions permettent de montrer les villes comme étant des entités à la fois génériques et profondément ancrées dans leur milieu culturel distinct<sup>72</sup>. Ainsi, les défis auxquels font face les villes sont si similaires qu'ils permettent la production d'une quantité importante de documentation utile à toutes<sup>73</sup>.

En ce sens, lorsque la Commission du logement salubre étudie divers plans d'action visant à éliminer les taudis et à revitaliser certains quartiers considérés comme vétustes, il lui est impossible de ne pas jeter un coup d'œil aux réalisations internationales. Les différents échanges orchestrés par le secrétaire Robert menaient cependant bien souvent au partage de simples statistiques qui, bien qu'utiles à la création d'une réflexion internationale sur les taudis, ne pouvaient guère aider à la mise en place de plans d'action pertinents et efficaces. Malgré cela, parmi toute la documentation reçue par la Commission, certaines revues révèlent des points de convergences entre les plans mis en avant à l'international et les plans qui ont été ou qui seront publicisés par la Ville de Montréal au courant de la décennie.

Le transfert de connaissances est plus marqué lorsque d'autres documents produits à Montréal, par des acteurs civils actifs sur la scène municipale, sont mis en relation avec des productions étrangères. Le *Report on Housing and Slum Clearance*, produit par la Ligue du progrès civique et le Board of Trade, fait abondamment

référence à des études internationales, tant dans sa description des problèmes que dans ses propositions de reconstruction. On trouve au cœur de ce rapport une série de plans de logements ouvriers, tels qu'ils sont conçus dans différentes villes, dont Vienne, Zurich, Berlin, Prague et New York<sup>74</sup>. Présentant chaque type de logement ainsi que ses avantages et inconvénients, les auteurs du rapport proposent ensuite des modèles qui seraient, selon eux, parfaits pour remplacer les taudis montréalais. Proposant des adaptations d'idées étrangères aux contraintes locales, le rapport indique, entre autres, que le balcon commun servant de point d'accès aux logements, que les auteurs suggèrent de construire sur quatre étages et de réunir en groupe de 16 à 24, n'est pas recommandé pour Montréal, malgré son utilisation abondante en Europe<sup>75</sup>. Ce refus d'utiliser les balcons comme passage pour accéder aux logements est dû à la perte d'intimité causée, selon les auteurs, par cette forme de construction<sup>76</sup>. Cette situation illustre l'adaptation d'idées et de plans mis en place à l'étranger. Les valeurs que souhaite promouvoir ce comité civil dont les conclusions influencent les membres de la Commission du logement salubre sont ici centrales dans la façon d'aborder l'étude des idées internationales.

Cette étude civile sur la gestion des taudis s'inscrit dans la discussion internationale sur ce thème et montre que Montréal est à jour dans sa façon d'aborder le problème et dans ses plans pour le résoudre. En ce sens, il est intéressant de mettre en lumière la ressemblance frappante entre les plans proposés par Percy Nobbs et ses collaborateurs dans le *Report*, et les plans proposés par la revue *Habitation*, mensuel d'urbanisme suisse, d'août 1937<sup>77</sup>. Bien qu'aucune preuve ne permette d'affirmer que les auteurs de la revue *Habitation* avaient eu accès au *Report*, c'est la diffusion des idées qui est ici aisément perceptible. Cet exemple montre que les élites montréalaises sont à jour en ce qui a trait aux discussions internationales sur les questions d'aménagement urbain. Évidemment, cette connaissance est étroitement liée au travail de Percy Nobbs, membre actif de la Ligue du progrès civique.

Nous avons déjà montré les différentes façons dont les élites économiques et politiques allaient chercher cette expertise étrangère et nous avons illustré comment elle était utilisée. Cependant, une fois ces informations obtenues, encore faut-il agir dans l'élimination des taudis. Nous proposons que, dans la conception des projets, l'internationalisme joue un rôle prépondérant. En 1934, la Commission du logement salubre étudie des projets d'élimination des taudis durant plusieurs séances. Deux de ces projets ont particulièrement retenu mon attention, ceux de Séraphin Ouimet, ingénieur montréalais, et d'Eugène Doucet, imprimeur et membre de la Commission du logement salubre à titre de citoyen. Bien que ces propositions aient été soumises dans le cadre des travaux du Comité du logement salubre dont l'existence précède celle de la Commission du même nom, il n'a pas été possible de trouver des précisions sur les circonstances entourant cet appel de projets. Les différentes moutures des plans montrent, cependant, que peu de changements ont été apportés en cours d'analyse.

Le projet présenté le 1<sup>er</sup> juin 1934 à la Commission par Séraphin Ouimet, ingénieur montréalais, est simple, mais d'une grande ampleur. Il consiste :

en une gare centrale et des cours pour la manutention de frets pour tous les chemins de fer qui convergent vers Montréal; projet intéressant au point de vue urbaniste,

étant donné qu'il fera disparaître 20,000 maisons vétustes et insalubres dans la plus vieille partie de Montréal. Selon M. Ouimet, si l'exécution en est commencée immédiatement il aura le simple avantage de supprimer le déficit annuel du C.N.R., d'assainir le centre de la ville et de terminer le chômage<sup>78</sup>.

Passons outre le fait que ce plan ne propose que d'éliminer des logements vétustes sans les remplacer et concentrons-nous plutôt sur l'intégration de certains enjeux internationaux dans ce projet, puisqu'il s'inscrit dans une logique de compétition intermunicipale intéressante. D'abord, Séraphin Ouimet s'appuie sur l'idée selon laquelle les plans publics de logements ouvriers, tels qu'ils sont conçus en Europe et dans certaines villes des États-Unis, ne peuvent être rentables à Montréal en raison du climat. Dans une lettre adressée à Henri L. Auger, échevin et président de la Commission du logement salubre, Ouimet suggère que « l'Allemagne loge ses ouvriers à 3.00\$ par mois, l'Angleterre à 5.00\$ par mois, ce sont des pays chauds. Notre pays froid exige des habitations plus dispendieuses...<sup>79</sup> ». Selon lui, seule l'entreprise privée pourrait offrir des logements adéquats à la classe ouvrière, et ces logements seraient construits en périphérie de la ville, qui ne devrait pas participer davantage à leur financement.

L'aspect international du projet Ouimet ne culmine cependant pas avec ces comparaisons climatiques. Plutôt, ce projet se veut une chance unique pour Montréal de rivaliser avec les grands centres urbains nord-américains avec lesquels elle se trouve en compétition en tant que plaque tournante du commerce. Séraphin Ouimet propose la construction de vastes entrepôts qui permettraient à la ville d'accueillir les grains en provenance des provinces de l'ouest toute l'année, plutôt que durant seulement six mois comme c'était alors le cas<sup>80</sup>. Selon lui, Montréal, « par sa géographie humaine et physique est, par eau et par terre, le seul centre économique de distribution de l'Amérique du Nord pour toute la production canadienne qui se déverse vers l'Atlantique<sup>81</sup> ». Cet exemple est un cas de rivalité intermunicipale particulièrement intéressant puisqu'il montre la situation compétitive dans laquelle se retrouve Montréal et illustre la façon dont est pensée cette compétition et les stratégies mises en place par la Ville pour tenter de conserver son statut de métropole canadienne.

Le plan Ouimet ne sera finalement pas accepté par la Commission qui considère que son mandat l'empêche de mettre en place un projet qui ne propose aucune reconstruction de logements et, donc, ne règle en aucun cas la crise du logement sévissant alors. La Commission porte donc son attention sur le projet proposé par Eugène Doucet, imprimeur montréalais et membre de la Commission à titre de citoyen, qui sera retenu, mais ne sera jamais mis en action par la Ville. Plus vaste que celui de Séraphin Ouimet, ce projet est présenté comme une occasion pour l'administration municipale de redessiner complètement certaines portions du territoire montréalais en élargissant des rues, ajoutant des espaces verts et rénovant plus de 20 000 logements insalubres. Le plan déposé par Doucet propose l'achat par la Ville des terrains et bâtiments jugés insalubres, la destruction de ceux-ci et leur reconstruction aux frais de la municipalité, suivi de la revente au propriétaire d'origine avec une garantie de prêt<sup>82</sup>.

Pour appuyer la crédibilité de sa solution, Doucet réfère allègrement aux succès internationaux de plans semblables. Il affirme que son projet n'est pas sans précédent puisque Londres, Liverpool, Dublin, Paris, Amsterdam, Berlin, Vienne, Rome, New York, Détroit, Philadelphie, Cleveland et « presque toutes les grandes villes américaines<sup>83</sup> » ont déjà réalisé des plans semblables pour « améliorer les conditions de vie des êtres humains et stimuler les affaires<sup>84</sup> ». Armand Dupuis, membre du comité, souligne qu'un plan semblable a été mis en place en banlieue de Londres et qu'on parvient à y louer des appartements pour 18 \$ par mois. Selon lui, ce projet est un tel succès qu'on doit y refuser des familles<sup>85</sup>. Pour la Commission, la référence aux idées et innovations internationales permet d'ajouter de la valeur aux projets et à l'argumentaire touchant la salubrité des logements. Les membres de cette instance sont sensibles aux enjeux dépassant les frontières de la ville et tentent d'identifier les meilleures pratiques afin de les adapter à la situation montréalaise.

La compétition intermunicipale joue un rôle important dans les relations que la ville développe et entretient durant cette décennie. Ainsi, lorsqu'un fonctionnaire de Winnipeg écrit au secrétaire Gérald Robert afin d'obtenir des informations sur l'intervention en matière de logements à Montréal en échange de celles déjà octroyées par la métropole manitobaine, Robert répond que les données montréalaises ne sont que d'utilités locales et qu'une autre ville ne pourrait les utiliser adéquatement en raison d'importantes disparités régionales<sup>86</sup>. Cette réponse illustre, selon nous, un désir de retenir des informations en raison d'une compétition accrue entre pôles économiques canadiens puisque, lorsque la ville d'Oslo, entre autres, demande la même chose, le secrétaire Robert s'empresse de lui faire parvenir l'ensemble des documents en sa possession sans présenter Montréal comme étant un cas unique ne pouvant être utile à aucune autre ville<sup>87</sup>.

Ce climat de compétition amène également les intervenants montréalais à souhaiter se comparer principalement avec les grandes villes du monde occidental. Ainsi, les journaux offrent une couverture assez vaste des innovations et des projets d'élimination des taudis ailleurs en Amérique du Nord. Le fait que le secrétaire de la Commission conserve soigneusement ces articles montre bien la sensibilité et la volonté de l'administration municipale de se tenir à jour dans l'étude de ces enjeux. En ce sens, les journaux et les membres de la Commission changent de ton selon la ville à laquelle ils réfèrent, montrant d'autant plus l'importance de cette compétition intermunicipale. Ainsi, si Montréal est appelée à imiter New York ou Londres en raison de leurs idées novatrices, il faut plutôt imiter Toronto en raison du retard qu'aurait Montréal par rapport à sa compétitrice naturelle.

Notons toutefois que cet aspect compétitif des relations de Montréal avec d'autres municipalités ne forme qu'une partie de ces échanges. En effet, bien que la Commission préfère de loin fournir de la documentation à des villes avec lesquelles elle n'entretient que peu de rivalité, elle collabore tout de même à de nombreux niveaux avec ses consœurs du monde municipal. Au-delà de la typologie villes rivales/villes modèles, l'analyse des échanges de documentation montre que Montréal souhaite se comparer principalement avec des villes au rôle similaire ou de taille et d'importance plus élevée. Ainsi, parmi les nombreuses sollicitations, toutes nord-américaines ou européennes, ce sont surtout les métropoles et capitales nationales qui sont



interpellées : Copenhague, Berlin, Londres, Genève, Stockholm<sup>88</sup>, par exemple. De plus, la Commission demande, et obtient, à de nombreuses reprises le soutien du ministère des Affaires étrangères afin de faciliter le traitement de certaines demandes auprès des consulats de pays européens. Le secrétaire Robert correspond également avec des fonctionnaires fédéraux américains en vue d'obtenir des plans et projets visant les villes de New York, Boston et Washington<sup>89</sup>. Les idées et méthodes de gestion de l'insalubrité des logements proviennent principalement de villes dont les similitudes au niveau de l'importance nationale, sont éloquentes. En ce sens, consciente du rôle et de sa place dans l'économie canadienne et québécoise, Montréal ne demande en aucun moment d'informations à d'autres villes québécoises, malgré la proximité géographique évidente et la réalité politique partagée par celles-ci. Prférant s'informer et développer ses compétences en administration des taudis par le biais des réalisations internationales et en se référant à des experts reconnus dans le domaine de l'urbanisme, Montréal tente de montrer, ou de se convaincre, qu'elle occupe une place de premier plan parmi les villes canadiennes et qu'elle peut aspirer à rejoindre les plus grandes villes d'Amérique du Nord.

## Conclusion

Dans cet article, j'ai cherché à mettre en lumière l'intérêt marqué de la Commission du logement salubre pour les nouvelles internationales concernant l'insalubrité des logements et la rénovation urbaine. À travers une revue de presse assidue, la participation à des congrès, la formation professionnelle à l'étranger et les correspondances entre fonctionnaires de multiples villes occidentales, Montréal développe des réseaux qui auront une influence non négligeable sur la façon dont elle conceptualise et espère gérer l'insalubrité des logements sis sur son territoire. Même si Montréal n'est pas un cas unique, la recherche déjà évoquée sur d'autres villes le démontre, cet aspect de son histoire vient enrichir l'historiographie de l'administration municipale en montrant l'intérêt porté aux connaissances et au savoir-faire provenant d'autres villes confrontées à des défis similaires. Pour ce faire, les fonctionnaires n'hésitent pas à correspondre avec leurs homologues internationaux pour affiner leurs réflexions sur la question des taudis, envisager des plans modernes de gestion des quartiers insalubres et développer leurs connaissances urbanistiques.

Dans ces relations complexes, les acteurs municipaux ont un rapport à la fois passif et actif avec les innovations internationales. D'une part, ils sont influencés par les médias qui rapportent l'actualité dans le domaine de la lutte à l'insalubrité des logements et prennent en charge la collecte d'informations et, d'autre part, ils se montrent particulièrement efficaces dans l'exploration, la recension et l'adaptation des innovations étrangères. Le cas du secrétaire Robert illustre bien cette grande activité de la part des individus gravitant autour de la Commission du logement salubre. Si des recherches supplémentaires restent à mener afin de bien circonscrire la contribution de Montréal à la discussion intermunicipale sur les problèmes de salubrité des logements, il n'en demeure pas moins que la Ville est à jour dans sa connaissance des enjeux et nouveautés dans le monde du logement et que son discours sur le taudis est bien ancré dans les tendances internationales faisant autorité. Cette participation aux discussions intermunicipales permet à Montréal d'actualiser

ses actions et politiques et de se positionner avantageusement en mettant en avant sa modernité et son souci d'être à l'avant-garde des innovations.

Durant les années 1930, Montréal s'inspire, imite et adapte des idées internationales à sa situation locale. La compétition, présentée ici comme un moteur d'inspiration, influence grandement les membres de la Commission du logement salubre. Notons finalement que cette décennie, difficile aux plans politiques et économiques, n'est pas nécessairement une période unique en matière d'échanges et de construction de relations intermunicipales pour Montréal. Elle offre toutefois la chance de poser deux constats. D'abord, la compétition intermunicipale augmente avec la montée en force de l'économie torontoise. Ensuite, malgré le défi financier que l'administration montréalaise doit affronter, les échanges se poursuivent, les voyages d'études demeurent à l'ordre du jour et des bourses de perfectionnement outre-mer continuent d'être accordées. Si nous convenons que le contexte de crise économique ne permet pas d'identifier des changements dans les façons de faire, la persistance des échanges en dépit du contexte est, en soi, un indicateur de l'importance donnée à ceux-ci et montre que la Ville a confiance en ces méthodes de recherches et de recensions des meilleures pratiques et savoir-faire.

## Notes

1. Cet article utilise des données tirées de mon mémoire de maîtrise « Contrôler le logement, contrôler la ville : l'intervention en matière de salubrité des logements à Montréal, 1930-1939 », réalisé à l'Université de Montréal sous la direction de Michèle Dagenais, que je tiens par ailleurs à remercier pour ses conseils et commentaires durant la rédaction de ce texte. Une partie des résultats de recherche contenus dans cet article a également été présentée dans le cadre du 15<sup>e</sup> colloque de la relève du réseau Villes Régions Monde et lors de la Réunion annuelle de la CHA/SHC en mai 2018.
2. Aimé Parent et coll., « Mémoire relatif à la pénurie de logement », juillet 1942, 1, Fonds Comité consultatif de l'habitation à loyer modique, Archives de la ville de Montréal (AVM dans la suite du texte).
3. Andrew Brown-May, « In the Precincts of the Global City: The Transnational Network of Municipal Affairs in Melbourne, Australia, at the End of the Nineteenth Century », dans *Another Global City: Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, sous la dir. de Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen (New York : Palgrave Macmillan, 2008), 22-24.
4. Shane Ewen, *What is Urban History?* (Cambridge : Polity, 2016), 115.
5. Plusieurs études ont porté sur l'état des logements durant la crise économique des années 1930 : Chantale Charron, « La crise du logement à Québec et le village des "cove-fields" : getthoïsation de la misère et stratégies de survie sur les plaines d'Abraham (1945-1951) », Mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 2004 ; Claude Cohen, « Essais sur la question du logement au Québec pendant les années 1940 », Thèse de doctorat, École des hautes études commerciales, 1985 ; Sean Purdy, « Industrial Efficiency, Social Order and Moral Purity: Housing Reform Thought in English Canada, 1900-1950 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 25, n° 2 (1997) : 30-40 ; Marc-Adélar Tremblay, « La crise économique des années trente et la qualité de vie chez les Montréalais d'ascendance française (partie I) », *La revue Desjardins*, vol. 42, n° 5 (1976) : 34-40.
6. Marjatta Hietala, *Services and Urbanization at the Turn of the Century: The Diffusion of Innovations* (Helsinki : Finnish Historical Society, 1987), 38.

7. Hietala, *Services and Urbanization*, 69.
8. Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier, « Introduction: The Professor and the Madman », dans *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, sous la dir. de Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier (New York : Palgrave, 2009), xviii.
9. Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville : espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2006), 66.
10. Terry Copp, *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal 1897-1929* (Toronto : McClelland and Stewart, 1974), 77.
11. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, des groupes de pression relancent le gouvernement municipal au sujet de la qualité et de la quantité des logements ouvriers. Le contexte particulier des années 1930 amène également les dirigeants montréalais à voir comme une menace les ouvriers et leurs revendications, l'intervention en matière de logement devient alors une façon de calmer le jeu et de « contrôler » les masses. À ce sujet, référons-nous, entre autres, aux ouvrages de Marc Choko, *Crises du logement à Montréal, 1860-1939*. Montréal : Éditions coopératives Albert St-Martin, 1980 ; Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social (1929-1937) : le cas de Montréal*. Montréal : Éditions coopératives Albert St-Martin, 1977 ; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*. Montréal : Boréal express, 1984 ; et Benoit Marsan, « *Battez-vous, ne vous laissez pas affamer* » : *les communistes et la lutte des sans-emplois pendant la Grande Dépression*. St-Joseph-du-Lac : M éditeur, 2014.
12. Conseil municipal, *Bill privé n° 100*, 1934, Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934-1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
13. Conseil municipal, *Bill privé n° 100*.
14. Conseil municipal, *Bill privé n° 100*.
15. Conseil municipal, *Bill privé n° 100*.
16. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
17. Notes personnelles du Secrétaire Gérald Robert, notaire. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934-1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
18. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
19. [s.a.], « Montréal a de grands problèmes à résoudre », *La Presse*, 24 octobre 1938 et [s.a.], « Notre région transformée en un paradis terrestre », *La Presse*, 25 octobre 1938. Boîte 099-01-06-02, Dossier Documents divers (1934-1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
20. [s.a.], « Montréal a de grands problèmes à résoudre ».
21. Gabriel Rioux, « Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941) : Histoire d'une refondation » (Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal et Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2013), 307.
22. Eugène Doucet, « La démolition des taudis et la construction de logement salubres comme remède au chômage », 1934. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934-1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
23. Lettre de Gérald Robert à Monsieur Omer Côté, 26 octobre 1938. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934-1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
24. [s.a.], « Montréal a de grands problèmes à résoudre ».

25. Harold Bérubé, « Commémorer la ville : une analyse comparative des célébrations du centenaire de Toronto et du tricentenaire de Montréal », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 2 (2003) : 227,
26. Sylvie Taschereau, « Les années dures de la Crise », dans *Histoire de Montréal et de sa région, volume 2*, sous la dir. de Dany Fougères (Québec : Presses de l'Université Laval, 2012), 813.
27. [s.a.], « Difficulté du chômeur à se trouver un logis », *La Presse*, 1 avril 1939. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
28. [s.a.], « Difficulté du chômeur à se trouver un logis ».
29. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération* (Montréal : Boréal, 2000), 286.
30. Linteau, *Histoire de Montréal*, 287.
31. Louis Dupire, « Toronto s'alarme, mais Montréal dort », *Le Devoir*, 23 mars 1939. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM
32. Hietala, *Services and Urbanization*, 69.
33. Hietala, *Services and Urbanization*, 69.
34. Hietala, *Services and Urbanization*, 395.
35. [s.a.], « Des briques seules ne constituent pas un foyer », *Le Devoir*, 19 août 1938. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
36. [s.a.], « Des briques seules ne constituent pas un foyer ».
37. Richard Dennis, « Apartment Housing in Canadian Cities, 1900-1940 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 26, n° 2 (1998) : 20.
38. [s.a.], « Poor Housing is Condemned », *Montreal Star*, 29 mars 1939. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
39. Joint Committee of the Montreal Board of Trade and the Civic Improvement League, « A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal », mars 1935, 2. Pièce 7451, Centre de documentation, AVM.
40. Joint Committee, « A Report », 3.
41. Richard White, *Planning Toronto: The Planners, the Plans, their Legacies, 1940-80* (Vancouver : UBC Press, 2016), 35.
42. White, *Planning Toronto*, 20.
43. Jill L. Grant, Leifka Vissers et James Haney, « Early Town Planning Legislation in Nova Scotia: The Roles of Local Reformers and International Experts », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 40, n° 2 (2012) : 3-4
44. [s.a.], [s.t.], *La Revue municipale du Canada*, vol. 1, n° 1, juin 1923, 2.
45. Rioux, « Le milieu de l'urbanisme à Montréal », 199.
46. [s.a.], « L'hygiène municipale », *La Revue municipale du Canada*, vol. 1 n° 6 (novembre 1923) : 205 ; Chouinard, F-X., « Administration civique et urbanisme », *La Revue municipale du Canada*, vol. 7 (juillet 1929) : 148-153 ; Arthur Gaboury, « Causerie sur la sécurité publique », *La Revue municipale du Canada*, vol. 9 (janvier 1931) : 6.
47. Pierre-Yves Saunier, « La toile municipale aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : un panorama transnational vu d'Europe », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 34, n° 2 (2006) : 50.

48. Procès-verbal, 3 février 1938. Boîte 119-04-05-17, Dossier 004, Sous-série 2, Série 6, Fonds du Service de santé, AVM.
49. Procès-verbal, 19 juin 1934. Boîte 119-04-05-16, Dossier 004, Sous-série 2, Série 6, Fonds du Service de santé, AVM.
50. Procès-verbal, 26 mai 1934. Boîte 119-04-05-16, Dossier 004, Sous-série 2, Série 6, Fonds du Service de santé, AVM.
51. Marjatta Hietala, « Epilogue: Cities, Competition, and Cooperation. Prospect meets Retrospect », dans *Another Global City*, sous la dir. de Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, 187.
52. Service de santé, *Rapport annuel 1929*, 113. Boîte 09-03-02-02, Dossier 007 Rapports annuels 1928-1930, Série 2 Rapports annuels, Fonds Service de santé, AVM.
53. Robert Gagnon et Natasha Zwarich, « Les ingénieurs sanitaires à Montréal, 1870–1945 : lieux de formation et exercice de la profession », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 37 n° 1 (2008) : 16.
54. Gagnon et Zwarich, « Les ingénieurs sanitaires à Montréal », 14.
55. Gagnon et Zwarich, « Les ingénieurs sanitaires à Montréal », 14.
56. Gagnon et Zwarich, « Les ingénieurs sanitaires à Montréal », 14.
57. Rapports annuels 1928-1940. Dossiers 007-015, Boîtes 09-03-02-02 et 09-03-02-03, Série 2 Rapports annuels, Fonds Service de santé, AVM.
58. Boîte 099-01-06-02, Dossier coupures de presse (1938-1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
59. City of Winnipeg, Health Department, *Report of the Twentieth Annual Survey of Vacant Houses and Vacant Suites in the City*, Janvier 1938. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
60. *An Account of Recent Government and Municipal Action for the Solution of the Housing Problem*, Stockholm, Suède, Août 1936. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
61. City of Winnipeg, *Report on a Survey of Certain Selected District*, 1934. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
62. Shane Ewen, « Conclusion: Lost in Translation? Mapping, Molding, and Managing the Transnational Municipal moment », dans *Another Global City*, sous la dir. de Pierre-Yves Saunier et Shane Ewen, 176.
63. Hietala, « Epilogue », 188.
64. Rioux, « Le milieu de l'urbanisme à Montréal », 45.
65. Rioux, « Le milieu de l'urbanisme à Montréal », 45.
66. H.W. Hill et coll., « Announcement of Committee on Journal », *Journal of the American Public Health Association*, vol. 1 n° 1 (janvier 1911) : 2. (JAPHA dans la suite du texte)
67. Charles Porter, « Housing: Your Problem and Ours », *JAPHA*, vol. 30 (Août 1940) : 909–914.
68. H.W. Hill et coll., « Announcement of Committee on Journal », 1.
69. Pierre-Yves Saunier, « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence », *Genèses*, vol. 71, n° 2 (2008) : 16.
70. [s.a.] « Preliminary Program of the Sixtieth Annual Meeting », *JAPHA*, vol. 21, 902–923.
71. *Référendum en faveur du logement salubre*, 1934, 1, Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.

72. Andrew Brown-May, « In the Precincts of the Global City », 22.
73. Andrew Brown-May, « In the Precincts of the Global City », 24.
74. Joint Committee, « A Report », 23-24.
75. Joint Committee, « A Report », 25.
76. Joint Committee, « A Report », 25.
77. Groupe du Bouchet, « Variante de plans sans modifications du gros œuvre », *Habitation*, vol. 10, août 1937, 136. Boîte 099-01-06-02, Dossiers Coupures de presse (1938–1940), Fonds Comité du logement salubre, AVM et Joint Committee, « A Report », 25–26..
78. Procès-verbal, 1<sup>er</sup> juin 1934. Boîte 119-04-05-16, Dossier 004, Sous-série 2, Série 6, Fonds du Service de santé, AVM.
79. Lettre de Séraphin Ouimet à Henri L. Auger, 14 mai 1934. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
80. Séraphin Ouimet, « Travaux avec revenus », [s.d.]. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
81. Ouimet, « Travaux avec revenus ».
82. Eugène Doucet, « Projet pour la démolition des taudis et leur remplacement par des maisons salubres comme remède au chômage et l'abolition du secours direct », [s.d.]. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
83. Doucet, « Projet pour la démolition, 13.
84. Doucet, « Projet pour la démolition, 13.
85. Procès-verbal, 19 juin 1934. Boîte 119-04-05-16, Dossier 004, Sous-série 2, Série 6, Fonds du Service de santé, AVM.
86. Lettre de Gérald Robert à Alex Officer, 15 février 1938. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
87. Lettre de Gérald Robert à Richard Grew, 2 novembre 1938. Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM. Les informations transitent via le *Canadian Government Trade Commissioner* en poste à Oslo.
88. Correspondances, Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.
89. Correspondances, Boîte 099-01-06-03, Dossier Documents divers (1934–1939), Fonds Comité du logement salubre, AVM.

---

**Jean-Christophe Racette** est candidat au doctorat en histoire à l'Université du Québec à Montréal où il étudie l'histoire de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle. Il se spécialise en histoire du gouvernement municipal et explore le développement des savoirs urbains en examinant la construction du système fiscal montréalais. Les données exposées dans cet article proviennent de son mémoire de maîtrise complété en 2018 à l'Université de Montréal.

---

**Jean-Christophe Racette** is a PhD student at Université du Québec à Montréal where he studies nineteenth-century Montreal. He specializes in the history of the municipal government and the development of urban knowledge by examining the construction of the local fiscal system. The data used in this article is from his MA thesis completed at Université de Montréal in 2018.